

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

G/SG/Q1/LVA/4

28 novembre 2000

(00-5110)

Comité des sauvegardes

Original: anglais

NOTIFICATION DES LOIS ET RÉGLEMENTATIONS AU TITRE DE L'ARTICLE 12:6 DE L'ACCORD

Réponses aux questions posées par les ÉTATS-UNIS¹
concernant la notification de la LETTONIE²

La Mission permanente de la Lettonie a fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après, datée du 21 novembre 2000.

Question 1

Au paragraphe 2 de l'article premier, la Lettonie définit l'expression "produits similaires ou directement concurrents" en ces termes: "produits ayant des caractéristiques et des composantes matérielles similaires leur permettant de remplir les mêmes fonctions et d'être interchangeables". Selon la Lettonie, les termes "similaires" et "directement concurrents" ont-ils le même sens, ou est-ce qu'il s'agit de deux concepts différents? Veuillez expliquer.

Réponse

Les termes "similaires" et "directement concurrents" sont intégrés dans une définition: "produits ayant des caractéristiques et des composantes matérielles similaires leur permettant de remplir les mêmes fonctions et d'être interchangeables". Cette définition est établie en conformité avec les dispositions de la Loi douanière de la Lettonie.

Question 2

Veuillez expliquer comment la procédure prévue au paragraphe 2 de l'article 19 concernant la prorogation de la durée d'une mesure de sauvegarde est compatible avec les prescriptions de l'article 7:2 de l'Accord sur les sauvegardes, lequel prévoit qu'une mesure peut être prorogée "à condition que les autorités compétentes [...] aient déterminé [...] que la mesure de sauvegarde continue d'être nécessaire pour prévenir ou réparer un dommage grave et qu'il existe des éléments de preuve selon lesquels la branche de production procède à des ajustements [...]"

¹ G/SG/Q1/LVA/3.

² G/SG/N/LVA/1/Suppl.2 + Corr.1.

Réponse

Cette procédure est pleinement compatible avec les prescriptions de l'article 7:2 de l'Accord sur les sauvegardes parce que la Loi sur les mesures de sauvegarde est complétée par le "Règlement sur les procédures d'application des mesures de sauvegarde" pris par le Conseil des ministres (notification G/SG/N/1/LVA/1/Suppl.1). Les dispositions du paragraphe 31 figurant au chapitre XI de ce règlement apportent des précisions sur la procédure visée au paragraphe 2 de l'article 19 de la loi.

Question 3

La législation lettone prévoit-elle le réexamen en milieu de période d'application des mesures dont la durée dépasse trois ans, ainsi que le prévoit l'article 7:4 de l'Accord sur les sauvegardes?

Réponse

Elle le fait, mais pas exactement en reprenant le libellé de l'Accord. Le paragraphe 32 du chapitre XI du Règlement susmentionné prévoit le réexamen annuel des mesures de sauvegarde qui sont appliquées. En l'occurrence, une mesure dont la durée dépasse trois ans fait automatiquement l'objet d'un réexamen encore plus tôt et plus souvent que ne le prescrit l'Accord.
